

Sarkozy laisse Kadhafi jouer les touristes à Paris

DIPLOMATE
Une fois achevé le volet politique du voyage de l'Élysée à Paris est retenu. Le Guide peut s'ébattre dans la capitale, à titre privé. Le membre du protocole de l'Élysée qui accompagne sa délégation s'est même envolé avec Nicolas Sarkozy à Lisbonne. Et l'Élysée dit ne plus savoir ce qui se passe à l'hôtel de Marigny : « C'est le black-out », reconstruit-on du côté de la présidence, où l'on se demande seulement « dans quel état » le Guide laissera, samedi matin, la résidence où il a logé durant son séjour parisien. Mais l'on ne se plaint pas, en revanche, des « apripes » de l'hôtel encombrant : sa seule demande, dit-on, concernait la réception de quelques chahés libyennes.

Hier, Mouammar Kadhafi a d'ailleurs passé le plus clair de son temps dans le décor compassé de Marigny. En milieu d'après-midi, il a finalement décidé de visiter le Louvre, pour y découvrir, à sa demande, « les grands chefs-d'œuvre français ». Vingt voitures, pas moins, l'y ont accompagné.

Demain, au lieu d'une chasse à courre, il devrait se contenter de titer « à pied » le faisan, déjeuner dans un pavillon de chasse, près de Versailles, et visiter, peut-être, la galerie des Glaces.

De son côté, Nicolas Sarkozy a reçu en fin d'après-midi sept représentants des familles de victimes de l'attentat perpétré le 19 septembre 1989 contre un DC 10 d'UTA. « Pour nous, c'est rencontrer le président de la République vise à montrer que la France n'oublie pas pour autant les victimes de ce drame », se félicite Guillaume DENOIX de Saint-Marc, fils de l'un des 170 passagers tués ce jour-là et porte-parole des 350 ayants droit. D'autres sont moins conciliants. Fils d'un navigateur, Clément Mauboussin dénonce une « provocation » et se dit « en colère de voir le terroriste qui a tué [son] père recruter en grande pompe ». Préférant se tourner vers l'avenir, Guillaume DENOIX de Saint-Marc souhaitait convaincre Nicolas Sarkozy d'aider son association à financer l'inauguration, en février, d'un mémorial aux victimes au Nigé.

CHARLES JACQUÉ et **CYRILLE LOUIS**
■ Lire aussi pages 7 et 15
Notre dossier spécial Kadhafi
www.lefigaro.fr/international

La visite solitaire de l'héritier du roi de Libye dans l'ombre du Guide

Mohammed el-Senoussi était hier à Paris, cherchant désespérément à faire entendre sa voix monarchique.

À QUELQUES centaines de mètres de la tente de Mouammar Kadhafi, dans un hôtel de luxe des Champs-Élysées, Mohammed el-Senoussi rongé son frein. L'héritier du trône de Libye, 45 ans, barbe courte et costume sombre, s'indigne de la réception du Guide libyen. « Je salue les hommes politiques français de tous bords qui ont protesté contre cette invitation », dit-il doucement. Mohammed el-Senoussi, qui vit à Londres, a fait le déplacement avec une petite délégation pour tenter de faire entendre sa voix. « Mais je ne connais personne chez vous », regrette-t-il. Il a failli aller manifester lui-même, mardi, place Saint-Augustin, avec un petit groupe de sympathisants. « Mais ils m'ont prévenu que la manifestation était interdite et que la police les arrêtait. J'ai préféré

m'abstenir ». Il serait bien allé conspuer Kadhafi avec Segolène Royal, mais il n'a pas été prévenu. Ce roi sans soleil semble un peu perdu dans cette froide capitale où il ne connaît pas grand monde. Les services de sécurité de Kadhafi, eux, ne l'ont pas raté, assure-t-il : « des Libyens en civil m'ont menacé sur les Champs-Élysées ». Et à Lisbonne, poursuite-il, des sbires ont attaqué ses amis qui manifestaient. Là aussi, contre le Guide libyen lors du sommet Europe-Afrique.

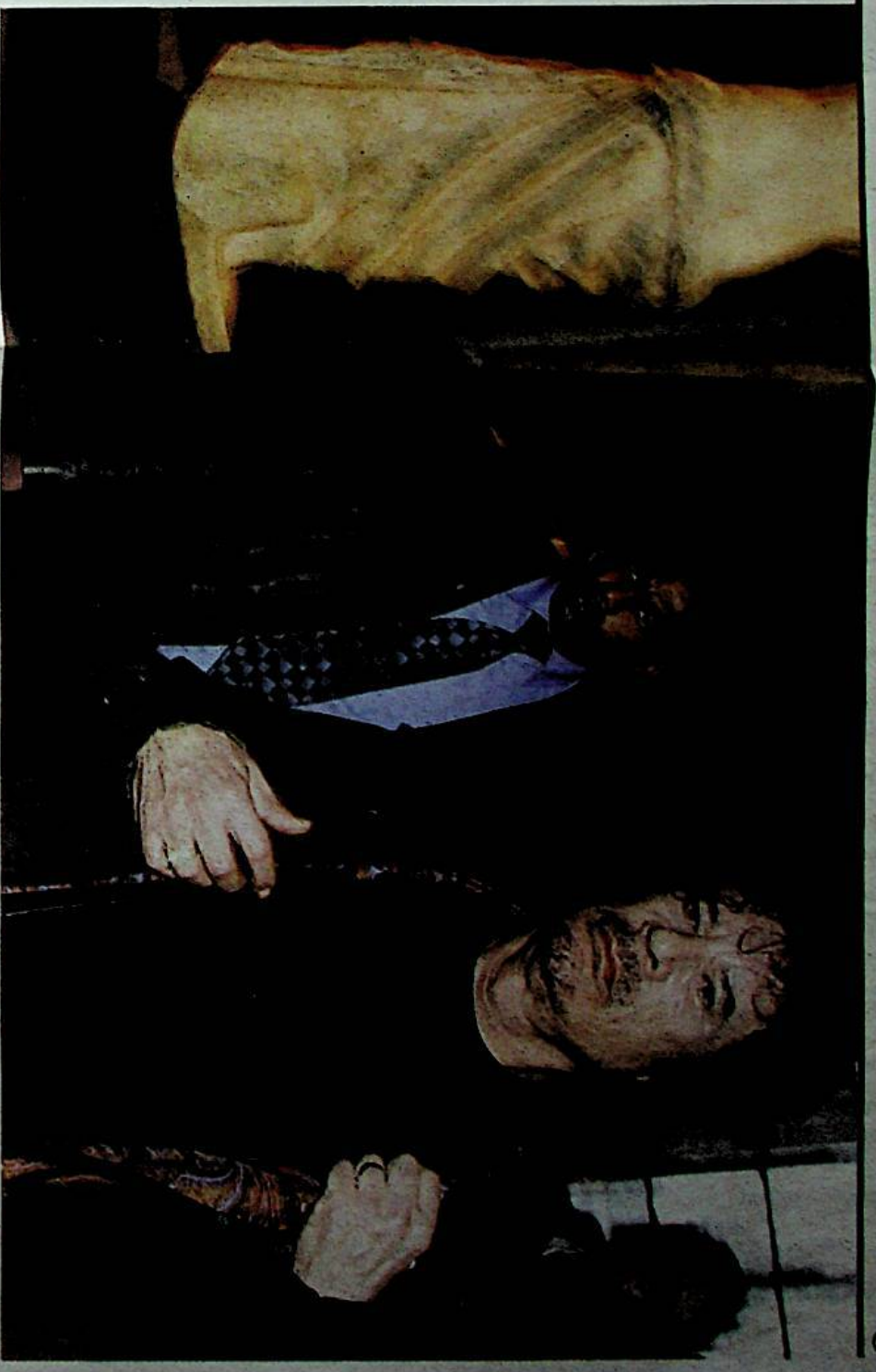
« Un pistolet sur la tempe »

Depuis 1988, date à laquelle il a réussi à quitter la Libye, Mohammed el-Senoussi vit à Londres. « Dans un appartement, rien de somptueux », précise-t-il. Il n'exerce pas de profession, mais « des Libyens en civil me soutiennent ». Pour ces opposants, il devenait l'histoire de la Libye d'avant le coup d'État de 1969, « que les jeunes ont oubliée ». Une histoire épi- que. Mohammed descend de

■ On attendait un passage sur le gnl. Ce fut une promenade de santé. Alors que le colonel Kadhafi poursuivait sa visite controversée en France, Claude Guéant était entendu, hier, par la commission d'enquête de l'Assemblée sur la libération des infirmières bulgares. Le secrétaire général de l'Élysée a réaffirmé que la France n'avait pas pris d'engagement envers la Libye en « contrepartie » de l'heureux dénouement de cette affaire. « La France n'a pas déboursé un centime et n'a pas conclu le moindre contrat pendant les négociations », a insisté le bras droit du chef de l'État.

Infirmières bulgares : Claude Guéant assure qu'il n'y a eu « ni contrepartie ni conditions »

Les députés de la majorité et de l'opposition ont réalisé d'emblée envers Guéant et ont rarement insisté pour obtenir des réponses plus précises ou des éclaircissements. « Vous avez nié l'existence de contreparties à la libération des infirmières bulgares. Acceptez-vous le terme de conditions ? », s'est hasardé François Loncle (PS, Eure). Les contrats militaires conclus sont extrêmement impressionnants. Claude Guéant est resté imperturbable : « Il n'y a eu ni contrepartie ni conditions. » Le bras droit du président de la République, qui s'est rendu à Tri-



Mouammar Kadhafi s'est rendu hier au Louvre pour y découvrir, à sa demande, « Les grands chefs-d'œuvre français ». Tribunaux Camus/AP

essaigne où 94 % de la population était analphabète, la Libye était en train de décoller, grâce au pétrole, quand la monarchie fut balayée par un certain capitaine Kadhafi et son groupe d'officiers libers, d'inspiration nassériste. Mohammed el-Senoussi se souvient de ces jours de peur qu'il vécut enfant. Le roi était en cure en Turquie. Le prince héritier Hassan Reda, le père de Mohammed, dirigeait le pays. Mohammed le vit à la télévision lire son acte d'abdication : « Il m'a dit qu'il l'avait écrit un pistolet sur la tempe. »

Le prince héritier passa deux ans en prison, puis fut assigné à résidence avec sa femme et ses huit enfants. Mohammed el-Senoussi se rappelle une vie entre parenthèses, sans moyens, et sous la surveillance de militaires qui les révélaient parfois en pleine nuit « pour vérifier que mon père était là ». Jusqu'à cette nuit de 1984 où des militants des Comités révolutionnaires les ont tous fait sortir et ont brûlé la maison. Ce fut ensuite

une errance entre diverses résidences temporaires, avant le départ pour Londres de son père, pour y être soigné. Le reste de la famille suivit. A sa mort en 1992, Hassan Reda désigna son troisième fils, Mohammed, comme héritier.

Comme la reine d'Angleterre

« Je me bats d'abord pour l'honneur, pour faire respecter le nom de ma famille », répond Mohammed. Si dans l'avenir les Libyens choisissent la monarchie, je suis là. S'ils font un autre choix, je le respecte. » Il ne se déplace jamais sans un exemplaire de la Constitution de 1952, frappée du drapeau de l'indépendance, rouge-noir-vert, avec l'étoile et le croissant. « Un texte qui installe une monarchie constitutionnelle, où le roi n'a pas beaucoup plus de pouvoir que la reine d'Angleterre. » Mohammed el-Senoussi assure disposer de réseaux en Libye, que des portraits du roi l'aurait circulés là-bas sur les téléphones portables. « La monar-

chie est une sorte d'ombrelle, un point de ralliement pour les divers groupes d'opposition libyens », affirme-t-il. Il parle avec tous, sauf avec les islamistes armés. L'héritier de la monarchie déplore tout de même que les Frères musulmans libyens, libérés de prison, aient choisi de s'entendre avec le pouvoir. « Les despotes éclairés, cela n'existe pas. » Il se dit prêt à accueillir les « Frères », comme tous ceux qui ne prônent pas la violence. « Mais dites bien aux Français que c'est la pyramide qui crée les djihadistes. Les jeunes Libyens qui vont combattre en Irak détestent l'Occident parce qu'il soutient leur dictateur. »

Ces idées, Mohammed el-Senoussi aimerait pouvoir les exprimer sur les chaînes de télévision arabes, « qui refusent de parler de l'opposition ». Le roi cite dans le désert contre un homme « qui a surpris la monarchie, mais qui veut maintenant que l'un de ses fils lui succède ». **PIERRE PRIER**

Un écrivain grec antisémite condamné

La justice grecque a condamné hier, pour la première fois, un auteur d'écrits antisémites en infligeant quatorze mois de prison avec sursis au militant néonazi Constantin Plevris pour son ouvrage *Les Juifs, toute la vérité*. Il a immédiatement fait appel. La cour n'a pas suivi le procureur, qui avait requis la relaxe en invoquant le caractère « scientifique » du livre.

Paru en 2006, le recueil de M. Plevris mêle, sur près de 1400 pages, deni de l'Holocauste, apologie des nazis et menaces contre les Juifs, qu'il qualifie notamment de « sous-hommes » et d'« ennemis mortels » méritant « le peloton d'exécution ». Le Conseil central juif de Grèce (KIS) s'est félicité de ce jugement dans un pays où les préjugés antisémites restent vivaces. **(AFP)**

ITALIE. La police financière italienne a perquisitionné hier le domicile d'un journaliste de *La Repubblica* qui avait révélé la veille l'existence d'une enquête pour corruption contre l'ex-président du Conseil Silvio Berlusconi.

Immigration : 50 morts dans un naufrage

TURQUIE. Un nouveau corps a été retrouvé hier dans l'ouest de la Turquie, ce qui porte à 50 le nombre de morts dans le naufrage au large des côtes turques d'une embarcation transportant des migrants clandestins vers les îles grecques. Pris dans les mauvais temps, le bateau, qui transportait entre 60 et 85 passagers, a coulé samedi.

La décision de l'UE sur le Kosovo repoussée

BALKANS. L'Union européenne (UE) prendra sa décision sur le statut final de la province serbe du Kosovo au début du printemps, a déclaré hier le commissaire européen à l'Élargissement, Olli Rehn. Aucun accord n'a été trouvé entre Serbes et Albanais du Kosovo sur le statut de la province peuplée en grande majorité d'albanophones à l'échelon ce du délai fixé pour un règlement négocié. Les Kosovars albanais ont annoncé qu'ils allaient entamer des consultations pour demander la reconnaissance de leur indépendance.

EN BREVE

ESPAGNE. Un dirigeant des Groupes de résistance antifasciste du premier octobre (Grapo), Fernando Silva Sande, a été condamné hier à 28 ans de prison pour la séquestration de M. Cordon en 1995, un industriel que l'on a jamais retrouvé.

